

Le gouvernement luttera contre l'immigration clandestine en... favorisant l'immigration « économique »

écrit par François des Groux | 7 novembre 2019



Illustration : à droite, migrants en Espagne. Prochaine étape : la France, ventre mou de l'Europe en matière d'immigration

Enfin ! Le gouvernement, clôturant 45 ans de laxisme en la matière, a décidé d'agir vigoureusement contre l'invasion migratoire !

Le Premier ministre, après avoir admonesté les petits incendiaires *imbéciles* de Chanteloup-les-Vignes, vient de présenter à l'Assemblée ses vingt mesures pour « *une politique migratoire ferme mais humaine* ».

Bien sûr, on ne touchera pas au regroupement familial, au droit du sol, au droit d'asile, à

l'accueil inconditionnel des « mineurs isolés », au taux de reconduite aux frontières, aux retraités algériens de 130 ans, aux touristes médicaux du Golfe et d'ailleurs soignés gratos, à l'AME... (ou alors, peut-être, un chouïa).

.

Non, la grande idée, c'est de faire disparaître l'immigration illégale... en la rendant légale. Bref, on change les mots, pas les maux.

.

Au fond, c'est un peu l'esprit du [Pacte de Marrakech](#) pour des migrations « *sûres, ordonnées et régulières* » : migrer devient un droit de l'homme et l'État n'a plus qu'à organiser les modalités de cette migration-fleuve devenue légale, sûre, ordonnée et régulière...

.

On vous passe donc les mesures, demi-mesures et dixièmes de mesure destinées à montrer que le gouvernement « *assume de chercher à envoyer un signal pour rendre la démarche moins intéressante* » ([Le Monde](#)) car l'objectif de celui-ci est moins de lutter contre l'immigration illégale que de relancer la politique d'immigration économique.

.

Ainsi, pour favoriser l'immigration légale et grand-remplacer les chômeurs de souche refusant avec entêtement de travailler 70 heures/semaine au noir pour moins de 1171€ net, le gouvernement souhaite instaurer des quotas d'immigrés « économiques »...

.

Mais des quotas signifient simplement un contingentement

administratif fluctuant selon les besoins réels ou non du pays : on peut, par exemple, limiter le quota d'Algériens à 100 ou... 100 000 ou 1 million par an pour remplacer les charpentiers ou les informaticiens de souche défaillants...

Et bien sûr, les médias titrent sur la « fermeture » et le « durcissement » du gouvernement en matière d'immigration alors que tout semble changer... pour ne rien changer.

Le gouvernement va mettre en place des quotas d'immigration professionnelle

Des « objectifs chiffrés » d'immigrés professionnels vont être fixés chaque année, dès l'été 2020, a déclaré mardi la ministre du travail, Muriel Pénicaud, sur BFM-TV.

Pour contrebalancer cette logique de fermeture, le gouvernement prévoit la relance d'une politique d'immigration économique. « C'est un thème qui est monté en puissance avec le débat parlementaire », observe-t-on à Matignon, alors que la mesure était très largement poussée par la majorité.

Mardi, Muriel Pénicaud, ministre du travail, a parlé de « quotas » ou d'« objectifs chiffrés » d'accueil de nouveaux arrivants dans des filières professionnelles en tension dont la liste, qui date de 2008, sera actualisée dès cet été.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/11/06/immigration-le-gouvernement-dresse-un-inventaire-de-mesures-pour-occuper-le-terrain_6018235_823448.html

Des « objectifs chiffrés » d'immigrés professionnels vont être fixés chaque année, dès l'été 2020, a déclaré mardi la ministre du travail, Muriel Pénicaud, sur BFM-TV.

« *Il faut que ça corresponde aux besoins qu'on n'arrive pas à pourvoir* », a déclaré la ministre sur BFM-TV. La liste des métiers en tension ouverts aux étrangers non ressortissants d'un État membre de l'Union européenne devrait donc être réformée.

Une concertation avec Pôle Emploi et les partenaires sociaux devrait débuter « *dans quelques semaines* » et permettre d'identifier les secteurs les plus demandeurs. « *On fixera les besoins par métiers et par territoires*, a illustré la ministre.

C'est les partenaires sociaux et les régions qui diront, par exemple, en Alsace, on manque de charpentiers. »

... Souvent utilisé par la droite, notamment la frange la plus dure, le terme de « quotas » reste orienté politiquement. Si bien que les macronistes l'utilisent avec beaucoup de prudence. « *Contrairement aux quotas, nous ne sommes pas dans une logique où l'on accueillerait 500 personnes et pas le 501^e, l'idée est d'être plus souple* », prévient le député LRM Fabien Gouttefarde. « *Si le mot quota veut dire fermeture, ne l'utilisons pas* », ajoute son collègue Florent Boudié...

M^{me} Pénicaud a rappelé que son « *absolue priorité* » était de « *permettre aux Français de trouver du travail* » et a estimé que les futurs quotas ne généreront pas des flux très importants. « *Je n'attends pas des grands changements sur les chiffres, j'attends que ça soit mieux fait* », a-t-elle insisté...

https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/11/05/le-gouvernement-va-mettre-en-place-des-quotas-d-immigration-professionnelle_6018068_823448.html

Fraude sociale et immigration : la grande escroquerie

Faux numéros de Sécurité sociale, allocations douteuses, coûts gigantesques : alors que la France s'interroge sur la fraude sociale, *Valeurs actuelles* lève le tabou de la responsabilité de l'immigration dans ces chiffres.

Rarement un prérapport parlementaire aura fait autant de bruit. Difficiles à lire et encore plus à comprendre, ces documents n'intéressent guère le grand public. Encore moins les médias, souvent lassés à l'avance à l'idée de décrypter un texte de plus de cinq pages...

– « *Il y a des gens qui déclarent 70 enfants à la Sécurité sociale.* »

– [...] nombre de bénéficiaires de prestations sociales. «... 84,2 millions sont réputées en vie... Rappelons que le pays compte... 67 millions d'habitants ! »

– [Le] Répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP) [...] compte 3,1 millions de personnes âgées de plus de 100 ans en vie alors que l'Insee en recensait 21 000 en 2016 !

– ... à partir d'un faux certificat de naissance et d'une identité irakienne usurpée, un Algérien s'était fait verser 30 000 euros d'allocations ; un autre encaissait la pension de sa mère décédée ; un troisième, Franco-Nigérian, avait monté un réseau de faux inscrits à l'allocation d'adulte handicapé...

– ... 21,1 millions d'individus disposant d'un numéro de Sécurité sociale sont nés à l'étranger et que 11,9 millions d'entre eux ont été bénéficiaires de prestations sociales, alors que l'Insee dénombre seulement 7,9 millions de personnes nées à l'étranger vivant sur le territoire français

– ... 11 000 personnes sont immatriculées « *sans nom patronymique* »

<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/fraude-sociale-et-immigration-la-grande-escroquerie-110861>